

Algérie : l'agriculture est sérieusement menacée par la sécheresse, alerte un agronome

Si le manque d'eau persiste, cela pourrait compromettre les rendements agricoles, met en garde l'agronome Brahim Mouhouche, dans l'Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne.

Selon les données dont dispose ce Professeur à l'Ecole nationale supérieure agronomique d'El Harrach, le taux national de remplissage des barrages est de 37%. Mais la répartition de la ressource diffère selon les régions. « À l'est du pays, les barrages sont remplis à pratiquement 70%, mais l'ouest n'est qu'à 21% », relève Brahim Mouhouche, qui appelle « à mesurer le danger pour les régions qui n'ont pas assez d'eau et à ne pas oublier que l'Algérie a un climat saharien sur la plus grande partie du territoire ».

Il explique que « sur les 211 milliards de m³ d'eau de pluviométrie qui tombe sur l'Algérie annuellement, il n'y a que 11 à 12 milliards de m³ d'eau renouvelable que l'on peut utiliser aisément, auxquels on peut rajouter les 5 milliards de m³ d'eau non renouvelable du sud. Rapporté aux 45 millions d'algérien, cela fait un peu moins de 300 m³ par habitant et par an. Or, la moyenne mondiale est de 6000 m³ par personne ».

Brahim Mouhouche alerte sur le danger encouru: « l'Algérie compte parmi les pays les plus pauvres en eau ». Le spécialiste insiste sur la nécessité de capter toutes les ressources hydriques existantes, citant à titre d'exemple la récupération des eaux de pluies dans les habitations et autres constructions. « Nous avons beaucoup d'eau dans le sud qu'il faut utiliser malgré les difficultés », ajoute le spécialiste.

La politique tarifaire favorise le gaspillage de l'eau

Il appelle également à renforcer les capacités de dessalement dans les régions côtières. Pour autant, il recommande l'utilisation des énergies renouvelables pour réduire les coûts du dessalement. « Chaque mètre cube nécessite un investissement de 5000 dollars. Le prix revient du m³ dessalé est de 200 DA, alors que la première tranche payée par le citoyen est de 6 DA le m³ », rappelle Brahim Mouhouche.

Selon lui, la politique tarifaire pousse au gaspillage. Il appelle à économiser l'eau à tous les niveaux. Il affirme que le gaspillage de l'eau se situe aussi bien « dans les cuisines des ménagères, que dans les secteurs industriel, agricole et même touristique ».

« L'Agriculture consomme plus de 75% de l'eau disponible, contre seulement 5% pour les ménages », prévient le spécialiste, qui recommande de favoriser les cultures qui ne consomment pas beaucoup d'eau et de respecter les itinéraires techniques qui économisent et rentabilisent la ressource hydrique. Il cite l'exemple du blé : « en Algérie, pour produire 1 kg de blé, il faut parfois 3000 litres d'eau, parce que l'itinéraire technique n'est pas respecté ». Il appelle à revoir la consommation par habitant des dérivés des céréales et à augmenter la rentabilité de l'eau utilisée pour les cultures.